

Assemblée générale annuelle
25 novembre 2006
Centre St-Pierre, Montréal

Rapport d'activités 2006



Alternatives

Table des matières

1. Préambule	3
2. Programmes internationaux	4
2.1 Amérique latine et Caraïbes	6
2.2 Asie	8
2.3 Afrique	9
2.4 Moyen-Orient	12
2.5 Programme de stages	14
3. Alternatives au Québec et au Canada	15
3.1 Mobilisation	15
3.2 Vie associative	15
3.3 Communications	16
3.4 Jardins sur les toits	16
3.5 Programme d'employabilité	17
3.6 Collecte de fonds	17
4. Alternatives à l'interne	18
5. Alternatives International	19
<i>Liste des employés</i>	20
<i>Liste des membres du conseil d'administration</i>	21

1. Préambule

L'année 2006 fut des plus positives pour Alternatives et ses partenaires internationaux, malgré les grands bouleversements que connaît notre planète à l'heure actuelle : un néolibéralisme de plus en plus militarisé, l'aggravation de la crise au Moyen-Orient, la dégradation de l'environnement mondial et la paupérisation accrue des populations à l'échelle planétaire.

Nos programmes internationaux ont pu être consolidés, avec le renouvellement ou l'extension de certains projets et la signature de nouveaux accords de contribution avec nos bailleurs de fonds, notamment en Argentine, en Haïti et en République démocratique du Congo.

Au Québec, notre équipe de communications et de mobilisation a été largement recomposée, avec l'arrivée de nouveaux employés qui y ont injecté leur sang neuf. Les Journées Alternatives et les Jardins sur les toits ont connu un grand succès. Avec l'arrivée d'un nouveau rédacteur en chef, notre journal a poursuivi son travail d'éducation et de sensibilisation du public aux grands enjeux politiques et socioéconomiques de notre monde.

À l'interne, la réorganisation de la direction et la signature d'une première convention collective ont grandement amélioré l'efficacité et le fonctionnement de notre équipe.

Malgré ces notes positives, la situation politique mondiale s'est largement détériorée au cours de la dernière année. La guerre entre l'armée israélienne et le Hezbollah, en plus de détruire le Liban et d'avoir ravagé les vies de millions d'individus, a donné le ton des mois à venir. L'offensive contre les peuples musulmans, qu'elle soit présentée comme la « démocratisation du grand Moyen-Orient » ou la « lutte au terrorisme », antagonise les rapports entre ces pays et « l'Occident », en plus de radicaliser, de chaque côté, les protagonistes. Le travail de dialogue entre les peuples pour la paix et la justice s'en voit grandement compliqué. Et dans ce chaos mondial ainsi provoqué, le peuple Palestinien se retrouve laissé à lui-même, abandonné par la communauté internationale, appauvri, affamé, emprisonné et occupé militairement.

Partout à travers le monde, nous assistons à une réelle prise de conscience des mouvements sociaux, et d'une partie de l'opinion publique, contre le gâchis entraîné par cette militarisation néolibérale. En Amérique latine, mais aussi en Asie, les forces progressistes investissent le pouvoir ou s'y maintiennent. En Amérique du Nord et en Europe, ces mouvements ont entraîné les néo-conservateurs et la droite traditionnelle dans un profond déclin.

Ce qui en ressort ou en ressortira est loin d'être clair ou uniforme, mais semble tout de même aller un peu plus dans la direction que nous souhaitons. Les forces de droite, tant au niveau politique qu'économique, n'ont certainement pas dit leur dernier mot. À nous tous, membres du mouvement social, de travailler afin de nous assurer que se mettent en place des politiques de rechange et de démocratie participative qui mèneront au type de société que nous souhaitons tous.

Le présent rapport aux membres d'Alternatives donne un aperçu ce que nous avons fait en ce sens au cours de l'année 2006, tant au niveau international que national, en collaboration avec un grand nombre de partenaires issus des mouvements sociaux.

Bonne lecture!

2. Programmes internationaux

Au cours de l'année 2006, notre équipe des programmes internationaux a réussi à consolider et diversifier nos interventions à l'étranger. Nous avons entamé, en avril 2006, un nouveau programme triennal financé par la Direction du secteur volontaire (DSV-ACDI) qui, avec une importante bonification financière, nous permet de poursuivre notre travail de développement dans 13 pays différents.

Nombreux sont les nouveaux projets internationaux qui ont débuté depuis notre dernière assemblée générale : un projet d'économie sociale en Argentine, un programme de démocratie municipale avec les organisations paysans haïtiennes, un autre projet de souveraineté alimentaire en Haïti, diverses initiatives en matière de technologies de l'information et d'enjeux de gouvernance sur Internet en République démocratique du Congo, pour ne nommer que ceux-ci.

Cependant, l'évolution de nos divers projets internationaux demeure en grande partie influencée par le contexte politique général. L'élection du gouvernement conservateur de Stephen Harper est venue renforcer des tendances déjà lancées à l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et au ministère des Affaires étrangères (MAE) : suspension de l'aide financière à l'Autorité palestinienne; réorientation importante des fonds disponibles vers l'Afghanistan, au détriment d'autres pays en crise; et réappropriation des fonds destinés aux programmes de développement par le MAE, qui se voit accorder la gestion des initiatives portant plus sur la « sécurité » que sur la démocratie. Au sein même des ambassades, le MAE remplacera l'ACDI dans la gestion des fonds d'initiatives locales. La politisation de la gestion de ces subventions inquiète autant nos partenaires sur le terrain que nous-mêmes.

L'annonce de la suspension de l'aide financière à l'Autorité palestinienne (AP) – le Canada fut le premier pays à poser un tel geste – a pris tout le monde par surprise, y compris à l'ACDI. Notre projet d'appui aux organisations de femmes, à Gaza, a subi de nombreux rebondissements, sur une base presque quotidienne. Nous n'avons aucunement lésiné sur les efforts pour maintenir ce projet qui, jadis, était un exemple de coopération et de transfert de compétences à l'AP. L'ACDI a malheureusement choisi de le transférer à une institution multilatérale : le PNUD. Bien que le gouvernement canadien maintienne que seule sa coopération avec l'AP ait été suspendue, il faut comprendre qu'en bout de piste, même les projets de la société civile canadienne subissent le couperet conservateur. Hamas ou pas, c'est l'ensemble de la société palestinienne qu'on a voulu punir en prenant cette décision.

Malgré les hésitations constantes de l'ACDI liées à ces changements politiques, la dernière période nous a tout de même permis de confirmer et même bonifier de 25%, puis de 20 % supplémentaire notre entente avec le Partenariat Canadien de l'ACDI, de conclure sur un nouveau projet Haïti (avec la Diaspora haïtienne au Québec), de signer le désormais fameux projet Argentine (en négociations depuis... quatre ans!), de bonifier le budget du projet Irak et enfin de signer le renouvellement du projet de stages internationaux CyberJeunes de même que ceux du programme Québec sans frontières du ministère des Relations internationales (MRI, Québec) pour Cuba. Sur Haïti, nous nous sommes aussi entendu avec le MRI pour un nouveau projet de souveraineté alimentaire. Nous avons de plus conclu une nouvelle initiative de recherche sur l'infrastructure Internet en RDC avec le Centre de recherches sur le développement international (CRDI), ce qui nous permet de consolider notre secteur des technologies de l'information et de renforcer notre participation au réseau international Association pour le progrès dans les communications (APC). Enfin, pour plusieurs de ces projets, il importe de mentionner que nous avons également obtenu des

contributions importantes de partenaires historiques d'Alternatives, notamment de la Confédération des syndicats nationaux (CSN).

Ces bonnes nouvelles nous ont permis de rebâtir l'équipe internationale avec l'embauche d'un nouveau chargé de projet Afrique (François Coulombe) et d'un second chargé de projets aux programmes de stages (Anne-Marie Lavigne). Nous comptons combler sous peu le poste de chargé de projets Caraïbes afin de consolider notre présence en Haïti, notamment.

Nous avons aussi pu développer avec nos partenaires plusieurs nouveaux projets, rédiger des propositions et les déposer auprès de divers bailleurs de fonds :

- Développement communautaire à Cuba
- Deux projets en Palestine dans les secteurs de la santé et de l'éducation;
- Construction de la paix et droits humains en RDC
- Ressources naturelles en Afrique centrale
- Gouvernance en Indonésie (Papouasie occidentale)
- Un projet en continuité avec notre actuel programme en Irak

D'autres projets sont en rédaction actuellement, que nous démarchons autant auprès de l'ACDI que de l'Union européenne. Nous avons entre autres choisi de relancer le programme OneWorld avec la mise en place dans les prochains mois d'une version francophone www.unseulmonde.net en partenariat avec la fondation OneWorld International (Londres).

Enfin, il importe de mentionner que nos efforts pour renforcer nos partenariats stratégiques portent fruits. Nos projets financés par la DSV-ACDI, ainsi que nos stages, appuient en grande majorité nos partenaires d'Alternatives International. Notre contribution au prochain Forum social mondial, qui aura lieu à Nairobi au Kenya, sera très importante et mettra en valeur le leadership de nos partenaires africains.

2.1 Amérique latine et Caraïbes

Nos programmes en Amérique latine et dans la Caraïbe se sont articulés autour de trois grands secteurs d'intervention : l'économie sociale pour lutter contre la pauvreté (Argentine, Cuba, Brésil), le renforcement de la souveraineté alimentaire (Haïti) et l'appui aux processus de démocratisation et de bonne gouvernance (Haïti, Cuba, Brésil). Les thématiques environnementales et de l'égalité entre les sexes ont fait l'objet d'une attention toute particulière dans cette région.

Argentine

Nous avons enfin entrepris la mise en œuvre du projet concernant les coopératives de travail en Argentine, à Buenos Aires et Cordoba. Ce projet a plusieurs volets : la formation, la mise en réseau et le micro-crédit. Le Chantier de l'économie sociale et MCE Conseil figurent parmi nos partenaires canadiens. Ce projet, d'une durée de deux ans, touche la thématique de l'économie sociale comme une alternative économique solidaire d'un secteur marginal de la société argentine. Des stagiaires cyberjeunes seront aussi impliqués dans le renforcement des capacités des acteurs locaux et aideront à la mise sur pied d'un portail informatique comme outil de concertation pour ces coopératives.

Nous encourageons aussi l'informatisation et la mise en réseau de la Centrale des travailleurs argentins (CTA) grâce à l'appui de la CSN et à notre propre travail sur le terrain. Nous tentons aussi de dégager des ressources financières pour renforcer le réseau ENTA (Réseau d'assistance technique aux entreprises autogérées). Mis sur pied par la CTA, ENTA offrent des services en ressources humaines et matérielles aux coopératives autogérées d'Argentine.

Brésil

Avec Terrazul dans le Nordeste du Brésil, région prioritaire pour l'ACDI, nous travaillons à la lutte contre la pauvreté en appuyant les micro-entreprises, en contribuant à la mise sur pied de campagnes d'éducation populaire et par le renforcement des organisations communautaires. Ce travail se réalise aussi en partenariat avec la Centrale unique des travailleurs (CUT) ainsi qu'avec l'Observatoire social. À Fortaleza et à Recife, nous collaborons à la mise en place d'un programme de formation pour les administrateurs municipaux sur la gouvernance urbaine, soutenons les organisations communautaires dans leurs efforts de démocratie participative et facilitons la production de matériel pédagogique. Des stagiaires Cyberjeunes appuient ces démarches.

Cuba

Notre projet de développement local, connu sous le nom de projet Cauto, s'est achevé cette année, après quatre années de travail étroit avec des partenaires cubains qui ont pu, au fil du processus, se renforcer et accroître leur autonomie. La mise sur pied d'un Centre de développement local, à La Havane, en témoigne. L'ACDI a entamé une évaluation du projet cet été, laquelle s'est avérée très positive pour Alternatives, ainsi que pour tous les partenaires cubains impliqués dans la mise en œuvre du programme. La conclusion du rapport invite une reproduction de ce modèle de projet dans d'autres territoires cubains.

Nous avons aussi entamé la réalisation d'un projet pilote innovateur concernant le recyclage de lisier de porc pour la production de biogaz et d'engrais organiques agricoles. Ce projet se réalise avec les contributions du ministère des Relations internationales du Québec (MRI), de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), de la Fondation Roncalli et des Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame.

Par ailleurs, nous encourageons, grâce à la Division du secteur volontaire de l'ACDI, divers projets de développement locaux de petite échelle dans la province de Sancti Spiritus.

C'est ainsi que nous disposons d'un véritable programme de développement à Cuba, sans parler des stagiaires qui participent au renforcement des capacités de nos organisations partenaires. Cette année, nous entamons un programme de stage Québec sans frontière où six jeunes du Québec seront appelés à contribuer à une agriculture solidaire en échangeant l'expérience de jardinage sur les toits d'Alternatives avec les expériences de perma-culture cubaine. C'est donc un volet à suivre.

Haïti

L'année 2006 a permis de consolider notre présence en Haïti. Nous avons d'abord poursuivi notre travail d'appui aux médias haïtiens, dans le cadre d'un programme financé par la division bilatérale de l'ACDI, en partenariat avec l'organisation Réseau Liberté. Les journalistes et les médias couvrant les élections législatives et présidentielles, en début d'année, ont reçu un soutien important. Le travail particulier d'Alternatives consiste à la mise en réseau des médias haïtiens, une tâche accomplie en collaboration avec l'agence AlterPresse.

Trois nouveaux projets ont été mis en œuvre au cours de l'année : en collaboration avec l'Institut Québec-Haïti, une organisation de recherche animée par des membres de la diaspora haïtienne, nous avons entrepris un programme de formation et de plaidoyer, destiné aux organisations paysannes haïtiennes, sur la démocratie locale et le processus de décentralisation des pouvoirs en cours dans cinq départements du pays (financement DSV, programme spécial pour la diaspora haïtienne). Ce programme est complémentaire à l'initiative de démocratie participative, animée par la Plateforme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif (PAPDA), initiative que nous appuierons pour les trois prochaines années (financement DSV). Enfin, depuis septembre, un financement du MRI nous permettra d'appuyer un programme de souveraineté alimentaire (agriculture biologique, transformation des produits agricoles et sensibilisation) dans les départements du Sud-Est et de l'Artibonite.

Venezuela

Nous avons récemment entrepris de renforcer nos relations avec le Venezuela. La directrice de BanMujer, Nora Castañeda, dirige une banque de développement consacrée aux femmes. Elle a participé aux Journées Alternatives 2006. Nous envisageons actuellement de combler leur demande en renforcement des capacités, surtout informatiques, en leur envoyant quatre stagiaires Cyberjeunes en 2007. Aussi, nous avons été invités par le gouvernement vénézuélien à observer les élections législatives qui auront lieu au début de décembre.

2.2 Asie

Comme ailleurs dans le monde, Alternatives poursuit son travail actif au sein du Forum social mondial et ses nombreuses déclinaisons régionales. En Asie du Sud, Alternatives a démontré cet engagement depuis 2003. À la suite de notre participation au Forum social d'Asie en 2003 à Hyderabad et au Forum social mondial de 2004 à Mumbai, nous avons appuyé et participé au FSM polycentrique de Karachi, plus tôt cette année, et au Forum social de l'Inde qui se tient en novembre.

En plus de notre participation à ces forums sociaux, Alternatives a poursuivi son important appui au processus de paix indo-pakistanaise, en encourageant les dialogues de paix au sein de la société civile du Cachemire, notamment avec nos partenaires du Pakistan India Peoples Forum for Peace and Democracy et du South Asia Forum for Human Rights. Dans le même esprit, Alternatives a procuré un support aux victimes du tremblement de terre au Cachemire plus tôt cette année.

Inde

Cette année, Alternatives a poursuivi sa collaboration avec les mouvements sociaux indiens à l'aide de notre programme de stages. BGVS, l'un des mouvements d'alphabétisation les plus importants en Inde, fut le principal bénéficiaire de leurs actions.

Pakistan

Nous avons complété, avec succès, un programme de deux ans avec nos partenaires du Pakistan Fishers' Forum (PFF). Cette organisation, représentant les communautés de pêcheurs du Pakistan, est considérée comme l'un des plus grands mouvements sociaux pakistanais. Financé par l'Union européenne, ce projet fut mis en œuvre en partenariat avec l'organisation française Architecture et Développement. À travers notre programme triennal actuel, nous poursuivrons ce travail au cours des prochaines années.

Afghanistan

Après d'importants projets mis en œuvre en 2004, Alternatives a poursuivi son travail de formation auprès des organisations de femmes et des militants étudiants : multimédia, journalisme, communications et technologies de l'information. Par contre, en raison de la détérioration de la situation au niveau sécuritaire pour les populations et les organisations progressistes, nous nous sommes imposé un processus de réévaluation de notre implication en Afghanistan.

2.3 Afrique

Continent largement laissé à lui-même, première victime de la mondialisation marchande et ses ouvertures de marché, l'Afrique demeure aux prises avec des problèmes de sous-développement criants en matière d'alimentation, de santé, d'éducation et d'opportunités économiques. La pandémie du VIH-Sida, loin d'être réglée, est en train de faire reculer une série d'indicateurs sociaux, notamment l'espérance de vie dans plusieurs pays. Les traitements, pourtant disponibles ailleurs, demeurent hors de prix pour la très grande majorité des Africains et Africaines, premières victimes de la maladie.

Néanmoins, depuis le tournant des années 1990, l'Afrique est témoin de l'émergence d'un mouvement social fortement revendicateur. Le continent recevra pour la première fois, au début de l'année 2007, le Forum social mondial à Nairobi au Kenya. Une opportunité pour les mouvements sociaux d'Afrique de faire valoir leurs droits et de revendiquer une réelle justice sociale planétaire.

Afrique du Sud

Avec notre partenaire local, Khanya College, nous avons entrepris de réintégrer les communautés marginalisées, particulièrement les femmes séropositives et leur famille, au sein d'activités sociales et économiques en vue de réduire leur niveau de pauvreté. Plus particulièrement, avec les femmes séropositives d'Orange Farm, nous contribuons aux soins à domicile des personnes sidéennes en perte d'autonomie, à accroître la production agricole des jardins communautaires de l'organisation et à générer des activités génératrices de revenus pour les membres de la communauté.

Par l'entremise de nos programmes de stages, plusieurs stagiaires ont eu l'opportunité de travailler au sein des mouvements sociaux sud-africains opposés aux politiques de privatisation des services publics essentiels (eau, électricité, logement social, santé, éducation), notamment dans les provinces du Gauteng (Soweto, Orange Farm, le Vaal), du Limpopo et du Western Cape (Khayelitsha).

Égypte

Notre programme en Égypte, financé par le bilatéral de l'ACDI, a pris fin en septembre 2006. Le projet se poursuit, puisque nous sommes parvenus à transférer la gestion de notre centre de formation à nos partenaires égyptiens. Au cours des dernières années, ce programme a permis de consolider la société civile égyptienne, notamment par un appui aux organisations de femmes.

Mali

L'objectif général de notre programmation dans ce pays est d'appuyer, à travers les organisations de la société civile et des médias communautaires, le processus de consolidation et d'enracinement de la démocratie. Nous avons ainsi poursuivi notre appui aux stations des radios communautaires de l'Association des radios libres Kayira dans le cadre d'un programme de renforcement de leurs capacités à travers des activités d'éducation et de sensibilisation des populations à la citoyenneté, la décentralisation des pouvoirs, les droits et le respect des droits de la personne. Nous avons aussi engagé un travail avec la population locale regroupée autour des Clubs Kayira, satellites des radios communautaires,

poursuivant l'objectif de réduction de pauvreté des femmes et des handicapés des quartiers défavorisés de Bamako et de Ségou.

De nombreux stagiaires cyberjeunes ont appuyé, tout au long de l'année 2006, les activités des six radios régionales Kayira, par de nombreuses formations en journalisme et en technologies de l'information.

Maroc

Notre programmation au Maroc a permis d'appuyer des initiatives de démocratisation en favorisant le dialogue, notamment auprès des organisations de jeunes, fortement touchés par le chômage, l'exclusion, la pauvreté et les violations de leurs droits. Nous continuons d'appuyer les initiatives du Forum des Alternatives Maroc (FMAS) axées sur le développement social et le dialogue entre l'État et la société civile.

Niger

Dans le secteur de la bonne gouvernance, nous collaborons avec l'association Alternative Espaces Citoyens en appuyant son réseau de média indépendant qui joue un rôle essentiel en matière de lutte à la corruption et d'enracinement des pratiques de transparence dans la gestion des affaires publiques. Dans le secteur de la lutte contre la pauvreté, afin de favoriser l'augmentation des revenus des familles vulnérables, nous travaillons à consolider la Coopérative alternative de production, de transformation et d'achat (CAPTA) dans la mobilisation des producteurs et des transformateurs agricole de Niamey et de Diffa.

Alternatives appuie également la deuxième édition du Forum social nigérien, qui devait avoir lieu à la fin du mois d'octobre. Toutefois, par souci de « *respect des principes démocratiques*, [le gouvernement du Niger] *ne saurait accepter l'organisation sur le sol national de son procès* », ont fait savoir les autorités, interdisant la tenue du FSN. Après négociations, le gouvernement nigérien a finalement autorisé le FSN, qui devrait avoir lieu sous peu.

Plusieurs stagiaires en communications et en technologies de l'information ont poursuivi notre travail d'appui à la Radio Alternative 99,4 FM de Niamey.

République démocratique du Congo

La question de la préparation et de la tenue des premières élections libres et transparentes en 45 ans fut le sujet de discussions et d'inquiétudes en 2006. Plusieurs événements sont venus ébranler le difficile processus de transition vers un État de droit, notamment avec de violents conflits, à Kinshasa, au lendemain de la divulgation des résultats du premier tour. Dans ce contexte très difficile, nous avons pu mettre en place, avec la contribution du gouvernement de Belgique, un programme de formation sur la thématique électorale auprès de notre immense réseau de plus de 400 organisations locales participants au programme www.societecivile.cd. Notre programme de développement des technologies de l'information et des communications (TIC) s'est intensifié avec le début des travaux de recherche sur l'infrastructure Internet locale et l'appui de l'APC pour un travail de plaidoyer soutenu dans le secteur. Nous avons entrepris, avec la Dynamique sectorielle sur les TIC, la rédaction d'une politique de développement des TIC qui sera proposée au futur gouvernement de la RDC. Enfin, nous avons pu mettre en place une quarantaine de chantiers de reconstruction

avec l'appui du gouvernement congolais pour des infrastructures de santé et d'éducation de base.

Soudan

Pays dévasté par la guerre (hier au Sud, aujourd'hui au Darfour), aux prises avec des millions de réfugiés et de personnes déplacées, le Soudan souffre d'abord et avant tout d'une dictature répressive et d'une centralisation extrême du pouvoir économique et politique, source des nombreux conflits qui ravagent le pays. Dans ce contexte, Alternatives appui les forces internes de démocratisation du Soudan, notamment le Human Rights Legal Assistance Network (HRLAN), un réseau d'organisations impliquées dans la promotion et la défense des droits de la personne, dans ses efforts pour renforcer la participation des citoyens au développement économique, politique et social du pays.

VIH-Sida et Forum social mondial

Nous organisons, avant le Forum social mondial de janvier 2007, des consultations régionales impliquant des ONGs africaines et du Nord (Afrique du Sud, Niger, RDC, Maroc, Kenya) dans le but de préparer pour le FSM de Nairobi un document sur les expériences africaines de lutte contre le VIH-SIDA et sur les suggestions qui en découlent pour améliorer les plans de lutte contre ce fléau et influencer les politiques des institutions nationales, de l'Union africaine et des principaux États et agences concernés. Dans un deuxième temps, nous organiserons à Nairobi (FSM) un grand séminaire panafricain sur la lutte contre le VIH-SIDA, où seront discutées les perspectives et les propositions issues des consultations régionales.

2.4 Moyen-Orient

L'année 2006 fut des plus difficiles au Moyen-Orient, en raison d'une escalade des conflits en Palestine, au Liban et en Irak, et d'une diplomatie agressive des États-Unis envers l'Iran et la Syrie. L'offensive israélienne au Liban, fortement soutenue par les États-Unis et le Canada, a encore une fois démontré la volonté américaine de « réorganiser » le grand Moyen-Orient. L'occupation américaine en Irak, véritable borbier pour les forces de la « coalition », continue de provoquer une intense résistance, entraînant l'ensemble du pays dans une guerre civile des plus ravageuses. En Palestine, au lendemain de l'élection démocratique d'un gouvernement du Hamas, la communauté internationale, le Canada en tête, a décidé de punir l'ensemble du peuple palestinien en suspendant unilatéralement sa coopération avec l'Autorité palestinienne, ses institutions démocratiques et ses services publics.

Région en pleine crise donc, et c'est pourquoi Alternatives a réussi, malgré tout, à poursuivre son travail d'appui aux forces démocratiques progressistes, et ce tant en Palestine qu'en Irak

Palestine

Le retrait unilatéral des colons israéliens de la bande de Gaza a laissé place à une intensification de l'assaut israélien sur les populations palestiniennes, particulièrement à Gaza. Les violations de droits humains et l'augmentation du nombre de colonies illégales se poursuivent, tout comme la construction du mur de sécurité qui serpente à l'intérieur même des Territoires palestiniens. Les victimes de l'armée israélienne se comptent par centaines, en grande partie constituées de femmes et d'enfants. Les réactions de la communauté internationale, qui a coupé son aide financière à l'Autorité palestinienne (AP) à la suite de l'élection d'un gouvernement du Hamas en janvier dernier, ont gravement accentué la crise humanitaire qui sévit en Palestine, notamment en matière de sécurité alimentaire et d'accès aux services de base.

Notre principal projet en Palestine – l'animation de deux centres de formation pour les femmes à Gaza – fut grandement affectée par cette situation. Les déplacements à Gaza sont de plus en plus difficiles, voire impossibles, en raison de la fermeture de la frontière israélo-palestinienne par l'armée israélienne. Et comme l'une des composantes de ce programme impliquait le renforcement des capacités du ministère des Affaires sociales de l'Autorité palestinienne, le rejet de l'accord initial avec l'AP par l'ACDI a grandement compliqué le bon fonctionnement du projet.

En dépit de ces conditions difficiles, nous avons poursuivi notre soutien aux centres de formation de Gaza. De plus, notre travail de collaboration avec le Teacher Creativity Centre (TCC) en Cisjordanie et le Alternative Information Centre (AIC) en Israël a pu être consolidé par notre nouveau programme triennal. Une série de séminaires et de rencontres publiques, portant sur l'assaut militarisé du néolibéralisme, ont été planifiées avec AIC : rencontres à Lille en juillet, présentaiton aux Journées Alternatives en août, et séminaires prévus au Forum social de l'Inde et au FSM de Nairobi dans les mois à venir.

Irak

Il est de notoriété publique que le niveau de violence en Irak ne diminue pas et que, à part quelques gestes symboliques, le gouvernement acutel ne démontre aucun signe d'avoir la volonté politique ou la capacité de reprendre le contrôle de la situation. Après presque quatre années d'occupation, les systèmes d'électricité et d'eau potable ne sont toujours pas en

fonction. Les attaques contre les forces américaines et les autorités irakiennes s'intensifient, tout comme les actes sectaires. La poursuite du chaos social, politique et économique procure à l'occupant américain un excellent prétexte pour réaffirmer qu'il serait irresponsable pour eux de quitter l'Irak.

En dépit des conditions hautement dangereuses dans lesquelles ils évoluent, nos partenaires sur le terrain ont fait des progrès remarquables : ils se renforcent, leur leadership prend de l'expérience et de la confiance, et le Iraqi National Network, mis sur pied par nos partenaires, continuent de se développer, se diversifier et se renforcer. Le réseau comprend 11 organisations sociales nationales de défense des droits humains, d'étudiants, de femmes, de veuves, d'ingénieurs et de travailleurs; une station de radio communautaire et une ONG de renforcement de capacités. Leur membership collectif atteint aujourd'hui les dizaines de milliers de personnes qui représentent largement la diversité ethnique, générationnelle, de genre, géographique et religieuse de l'Irak.

Le travail d'Alternatives est perçu par nos partenaires comme fondamental pour ce progrès remarquable. Nous avons appuyé la mise sur pied du centre de communications, de documentation et de formation du Réseau à Bagdad, et avons pu financer plusieurs petits projets pour les organisations membres. De plus, la récente visite de deux dirigeantes irakiennes au Canada a stimulé leur intérêt pour des missions à l'étranger, alors que les opportunités d'échanges et de financement se multiplient. Par l'appui d'Alternatives au courage et à la détermination de ces organisations partenaires, il y a peu de doute que, avec le temps et l'expérience, elles parviendront à obtenir leurs demandes concrètes et à influencer positivement la situation politique nationale.

2.5 Programme de stages

Après moult discussions et négociations avec Industrie Canada et l'ACDI, le renouvellement du programme de stages CyberJeunes nous a permis de recruter Anne-Marie Lavigne comme nouvelle chargée de projets aux stages et de procéder au recrutement de deux groupes de stagiaires. Dans les prochains mois, ils seront plus de 45 à quitter pour les pays suivants : Argentine, Brésil, Cuba , Égypte, Hongrie, Inde, Kenya, Mali, Maroc et Niger.

La coalition CyberJeunes (neuf organismes dont Alternatives) est présentement en négociation avec l'ACDI pour obtenir le transfert du programme 2007-2012 d'Industrie Canada vers l'ACDI. Une évaluation du programme de la coalition et de ses membres est en cours.

Malgré un départ tardif, nous avons réussi à négocier une entente avec les départements de Sciences sociales et d'Infographie du Collège Ahuntsic pour l'octroi de formations à nos stagiaires. Nos stagiaires pourront ainsi contribuer, auprès de nos partenaires internationaux, au travail de multimédia et maîtriseront les compétences techniques permettant la production et l'intégration de sites Internet, ainsi que la compréhension des enjeux des communications électroniques dans un contexte à la fois communautaire et international.

Des membres des Productions Via le Monde se sont joints au groupe de stagiaires CyberJeunes. Via le Monde produit des documentaires progressistes avec un potentiel de distribution internationale. Via le Monde a également développé une expertise en coproduction internationale, avec une vingtaine de pays dont la France, où elle est très connue par de nombreux diffuseurs. Avec Via le Monde, nous mettrons en place des stages axés sur la production de matériel audio-visuel.

Enfin, mentionnons que l'équipe de Québec a réussi cette année à obtenir un programme de stages Québec sans frontières qui prévoit l'envoi de six personnes à Cuba.

3. Alternatives au Québec et au Canada

Notre équipe des communications et de la mobilisation s'est grandement renouvelée depuis la fin de l'année 2005, notamment avec l'intégration de nouveaux membres tels que Frida Villareal à la collecte de fonds, Farah Wikarski comme chargée de projets à la mobilisation, François L'Écuyer comme responsable de l'information, Joëlle Gauvin comme chargée de projets au bureau de Québec et Catherine Binette à la coordination. L'équipe a pu se consolider et développer sa programmation tout au long de l'année 2006.

3.1 Mobilisation

La 13^e édition des Journées Alternatives, en août dernier, a constitué le point fort de ce travail, et confirme qu'Alternatives continue à jouer un rôle mobilisateur et rassembleur au sein du mouvement altermondialiste. Plus de 450 personnes ont participé aux Journées, avec près de 100 intervenants, et la présence remarquable de panélistes du Niger, de l'Afrique du Sud, de la France, des États-Unis, de l'Inde, d'Israël et de Palestine. Le panel de clôture, « Militarisation mondiale, résistance globale », fut un grand moment de réflexion, fort en émotions.

Les soirées alternatives ont, quant à elle, permis de rassembler nos membres et militants sur des thématiques variées, chaque mois dans nos bureaux : bilan FSM de Caracas, le PT au Brésil, enjeux au Moyen-Orient, violences au Mexique, etc.

Plusieurs partenariats ont aussi été renforcés au cours de la dernière année. Nous avons été actifs dans de nombreuses coalitions : un suivi rapproché a été effectué avec la Coalition justice et paix en Palestine (CJPP) et avec Échec à la guerre, notamment dans la mobilisation pour le retrait des troupes canadiennes d'Afghanistan. Nous avons également poursuivi notre participation au sein de nombreux groupes de travail : le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC) et le Groupe de travail sur la démocratie municipale, avec qui nous avons organisé en juin le Forum national sur la démocratie municipale.

Nous avons également joué un rôle important au sein de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), notamment dans la préparation des Journées québécoises de la solidarité internationale.

À Québec, Alternatives est actif au sein de la coalition Québec-Palestine, du Comité organisateur des Journées québécoises de solidarité internationale et du Réseau du forum social de Québec-Chaudière-Appalaches. Nous avons aussi travaillé en coalition sur des questions de démocratie municipale (Coalition La ville que nous voulons) et dans le Comité de solidarité avec l'Amérique latine de Québec.

Enfin, il est à noter qu'Alternatives a affirmé son leadership dans la préparation du Forum social québécois, qui doit avoir lieu en août 2007. Nous sommes membres du Secrétariat national du FSQ, et prenons part aux comités de programmation, de communication et de mobilisation.

3.2 Vie associative

La dynamisation de notre vie associative a aussi connu sa part de succès avec la participation de nombreux membres et bénévoles. Plusieurs séances d'information pour les bénévoles ont

été organisées, et divers comités de travail furent mis sur pied afin de stimuler l'implication des gens désirant contribuer au travail d'Alternatives.

À Québec se tient chaque année l'Assemblée annuelle d'Alternatives Québec. Le comité de coordination, composé de l'équipe de travail du bureau de la rue St-Vallier, d'anciens employés et de représentants de chaque comité de travail (radio, stages) se réunit quatre fois par année pour discuter des priorités d'action.

Un nouveau projet, les Brigades autochtones et médias, fut initié cette année à Québec. Le projet vise à construire des ponts afin que des médias indépendants fassent une couverture plus régulière des enjeux que vivent les communautés autochtones au Québec. L'objectif est aussi de créer des liens solidaires entre des jeunes de Québec et des nations autochtones et ainsi favoriser une meilleure connaissance des enjeux autochtones au sein de la population québécoise.

3.3 Communications

L'équipe a également pu faire évoluer l'image graphique d'Alternatives au sein de nos nombreux outils de communications : une nouvelle palette de couleurs pour Alternatives a été conçue; le site Internet a été entièrement revu et repensé; la maquette du journal a été refaçonnée; un nouveau dépliant promotionnel a été produit; et nous sommes présentement en préparation de notre rapport annuel. Graduellement, la nouvelle image graphique a été appliquée à ces différents outils.

Le journal *Alternatives* a poursuivi son travail d'information et de sensibilisation aux enjeux socioéconomiques qui secouent nos sociétés. En droite ligne avec les résolutions adoptées lors de la dernière assemblée générale d'Alternatives, une attention toute particulière fut portée sur les enjeux environnementaux (changements climatiques, énergie, agriculture) et les questions autochtones au Canada. Le comité de rédaction est très actif, se réunissant chaque mois afin de planifier le contenu du prochain journal. Enfin, les modifications apportées à la une du journal, qui nous permettent maintenant d'y présenter plusieurs articles, furent très bien reçues. Notre entente avec *Le Devoir* se poursuit.

Enfin, plusieurs de nos employés et de nos partenaires ont pu intervenir dans les médias, qu'on pense à Michel Warschawski au *Point* en septembre, Christine Messier à *Desautels*, Camille Chalmers à *L'heure des comptes*, Abdirahman Ahmed à *La Presse*, Catherine Pappas aux nouvelles radio de Radio-Canada, etc. De nombreuses lettres ouvertes ont également été publiées dans *Le Devoir* (Pierre Beaudet, François L'Écuyer).

À Québec, l'équipe radio d'Alternatives anime, depuis déjà 9 ans, une émission sur les ondes de CKRL 89,1 FM, tous les jeudis à 17h30. Une douzaine de militants simplifient pour réaliser cette émission d'information locale et internationale. Chaque semaine, on y présente une entrevue de fond, des revues de l'actualité, des chroniques culturelles et mobilisations ainsi qu'un calendrier militant.

3.4 Jardins sur les toits

Le projet de Jardins sur les toits a connu une saison fructueuse, avec une production agricole qui a quadruplé comparativement à sa première saison de récoltes en 2003.

Plus d'une centaine de bénévoles ont travaillé 2500 heures pour cultiver une variété de 40 légumes, un volume de 400 kilos de légumes dont 10,000 tomates cerise ! Ceci correspond au tiers de l'inventaire de légumes de la cuisine du Santropol Roulant, qui transforme nos produits en plats cuisinés pour personnes en perte d'autonomie.

300 trousses de « prêt-à-pousser » ont été distribués, permettant à de nombreux citoyens de cultiver leurs propres jardins urbains.

Un projet de lombricompostage a été mis sur pied dans le sous-sol du Santropol Roulant, où 50,000 vers travaillent pour nous à transformer les résidus de cuisines en compost pour nos jardins.

Le travail effectué par l'équipe d'Alternatives a également permis la réalisation d'une multitude de formations, d'ateliers et de conférences qui ont rassemblé plus de 700 jeunes et moins jeunes, qui ont visité le jardin et participé à des ateliers de jardinage.

Nous avons aussi développé un jardin à l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec, dans le cadre de leur programme de camps de jours. Plus de 400 jeunes y ont participé. Nous avons également développé deux jardins dans des institutions pour personnes âgées dans les quartiers Outremont et Montreal-Nord. Le jardin mis sur pied sur le toit de la coopérative d'habitation Les Pénates, à Québec, continu d'être très productif. Une équipe dynamique en prend soin.

3.5 Programme d'employabilité

Avec le soutien du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles et du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, notre programme d'employabilité a appuyé 180 nouveaux arrivants dans leur processus d'insertion socioprofessionnelle et leur recherche d'emploi.

Le programme d'employabilité a toutefois eu son lot de défis, à la suite de coupures annoncées par l'un de nos principaux bailleurs de fonds, Emploi Québec. Heureusement, la responsable de ce programme, Khadija Mounib, avec l'aide de notre directeur général et de la Table de concertation, a su mener la bataille et sauver le programme pour au moins une autre année.

3.6 Collecte de fonds

Au cours de l'année 2006, cinq campagnes de publipostage ont été réalisées avec l'aide de la firme Harvey McKinnon Associates. Globalement, nous avons collecté à ce jour un montant similaire à celui recueilli en 2005 à pareille date.

Néanmoins, le programme de collecte de fonds a été l'objet de nombreuses réflexions pour améliorer son efficacité. Le fruit de ces remue-méninges nous a amené à développer un nouveau partenariat avec l'entreprise de marketing direct, Tac Tic Direct, dans l'objectif de mettre de l'avant des campagnes et activités de collecte de fonds intégrées, originales et efficaces en 2007. Les raisons de cette décision sont les suivantes : proximité de l'agence, localisée à Montréal; leur approche intégrée; leurs coûts plus avantageux, et leur connaissance détaillée d'Alternatives et du milieu de la solidarité internationale.

4. Alternatives à l'interne

4.1 Sur le plan organisationnel

L'organisation de la direction d'Alternatives a été revue : le poste de secrétaire général a ainsi été remplacé par un poste de directeur des programmes. En août, le conseil d'administration a comblé ce nouveau poste par l'embauche de Michel Lambert, qui depuis veille à l'ensemble de la programmation d'Alternatives, nationale et internationale. Il est appuyé par deux coordonnatrices d'équipe, Tania Vachon (international) et Catherine Binette (communications et mobilisation). Le comité de coordination, composé du directeur général, du directeur des programmes, de la directrice des services administratifs et des coordonnatrices d'équipe, veille à l'exécution de nos programmes d'activités.

4.2 Sur le plan des relations de travail

L'année a été marquée par la négociation et la signature, le 3 mars 2006, de la première convention collective entre le Syndicat des travailleuses et travailleurs d'Alternatives (STTA-CSN) et la direction d'Alternatives. Cette première convention est signée pour deux ans et a l'avantage de clarifier les relations de travail, de veiller à établir et maintenir des conditions de travail optimum et d'assurer la participation des personnes salariées à la réalisation des objectifs de l'organisme. Cette convention collective comporte une nouvelle grille salariale, bonifiée de 5% pour la première année et de 4% pour l'année suivante. D'autres avantages substantiels comme le congé parental se sont ajoutés à ceux dont bénéficient déjà les employés.

Une série de formations politiques sur Alternatives, son histoire, son passé, son avenir ainsi que sur le contexte sociopolitique dans lequel nous évoluons au Québec et dans le monde a été organisée pour les employés au printemps dernier.

4.3 Sur le plan financier

La situation financière d'Alternatives est plutôt stable avec un budget annuel qui tourne autour de 5 millions de dollars par année. Notre programme triennal avec la Direction du secteur volontaire de l'ACDI a connu une augmentation de 25% passant de 540 000\$ à 675 000\$ par an. La plupart des projets que nous négocions maintenant avec l'ACDI, qui demeure notre principal bailleur de fonds, sont des projets d'une durée en moyenne de deux ans. Un nombre de importants de projets multi-annuels ont pris fin en 2006 ou prendront fin d'ici quelques mois en Palestine, en Irak, au Pakistan, en Égypte, au Soudan et à Cuba, tandis que d'autres ont été renouvelés déjà (DSV, employabilité) ou le seront vraisemblablement (Irak, Haïti, stages), en plus des nouveaux projets obtenus (Argentine, Haïti, CRDI, etc.) ou qui le seront au courant de l'année (plusieurs projets déposés déjà et d'autres en préparation). Cette année encore nous continuons à mettre l'emphase sur la gestion financière des projets en mettant en place de nouvelles règles et procédures qui nous permettent à tous d'effectuer un suivi plus rigoureux des projets. Les nombreuses évaluations et vérifications auxquelles nous avons été soumis nous ont permis de mieux cerner nos difficultés en matière de gestion de projets. Un certain nombre de mesures ont été prises à l'interne et avec les partenaires afin de corriger la situation et de mieux répondre aux exigences. Les partenaires d'Alternatives dans les nombreux pays où nous travaillons sont conscients de la nécessité d'un contrôle financier plus rigoureux et de la nécessité de nous envoyer les documents financiers nécessaires afin de répondre aux nouvelles exigences des bailleurs de fonds.

5. Alternatives International

Les activités d'Alternatives International ont été intenses pendant la dernière année! D'abord autour de la mouvance des Forums sociaux mondiaux, plusieurs activités et conférences ont été tenues à Caracas, Bamako et Karachi dans le cadre des Forums sociaux polycentriques, de même qu'à Athènes lors du Forum social européen. Le bilan est globalement positif en termes de participation, de qualité des intervenants et d'impact. Peu à peu, la visibilité d'AlterInter devient palpable.

Nous avons organisé une conférence sur les enjeux environnementaux dans le cadre de la Conférence sur les changements climatiques à Curitiba au Brésil. Louise Vandelac de l'Institut de l'environnement de l'UQAM a pris la parole pour Alternatives International. À Vienne en mai, nous avons participé au Sommet alternatif Europe – Amérique latine. En Palestine également en mai, nous avons organisé la tournée de Pedro Ivo Batista de Silva, de Terrazul, notre membre brésilien, pour renforcer la solidarité Brésil-Palestine. En mai toujours, à Rio, nous avons participé à l'assemblée générale d'IBASE, un acteur important du mouvement social brésilien.

Lors de ces diverses occasions, nous avons publié le bulletin Alternatives International en français, en anglais, en espagnol, en portugais et même en ourdou !

À Lille, en France, nous avons tenu notre première Université d'été au mois de juillet dernier. Nous étions plus d'une cinquantaine de participants provenant des pays membres d'Alter-Inter. Du bureau de Montréal, Monique Simard, Pierre Beaudet, Catherine Binette, Michel Lambert, Ahmed Abdiraman, Philippe Viel, Farah Wikarski et Khadija Mounib ont participé. L'objectif principal de cette rencontre était la consolidation du réseau Alternatives International et la mise en place d'une stratégie de développement de sa programmation.

Sur le plan du financement, les nouvelles sont bonnes. Montréal International, un organisme parapublic qui réunit les gouvernements municipal, provincial et fédéral et qui appuie l'installation de réseaux internationaux à Montréal, a approuvé notre demande de subvention de 225 000\$ sur trois ans. Ainsi, une partie importante des coûts de fonctionnement d'Alternatives International seront couverts pour la prochaine année. La Fondation pour le progrès de l'homme, basée en France, nous a offert une première tranche de 30.000 euros d'une subvention totale de 60.000 euros sur 18 mois.

Sur le plan interne, on consolide! Le comité de coordination qui comprend Casablanca, Jérusalem, Paris, Niamey et Montréal (avec Pierre Beaudet et Catherine Binette) tient mensuellement un appel conférence. Un bulletin interne (La lettre des quatre jeudis) est publié mensuellement en anglais et en français (bientôt en espagnol). Cette lettre est envoyée à tous les membres du CA d'Alternatives. Deux chargées de projet ont intégré le comité de coordination, Karine Lacasse (anciennement d'Alternatives) pour suivre nos projets au Maroc et en Europe et Catherine Binette pour suivre le dossier à partir du bureau de Montréal.

Liste des employés

Direction

Robert David
Michel Lambert
Yamina Bessar

Directeur général
Directeur des programmes
Directrice des services administratifs

Programmes internationaux

Tania Vachon	Coordonnatrice des programmes internationaux
Feroz Mehdi	Asie
Abdirahman Ahmed	Moyen-Orient
Catherine Pappas	Palestine
Christine Messier	Palestine
Bashir Abelayoum	Égypte
Susan Harvie	Irak
Lila Train	Caraïbes et Amérique latine
François Coulombe	Afrique
Vanessa Gordon	Stages
Anne-Marie Lavigne	Stages
Jean-Claude Mwepu	Directeur, bureau de Kinshasa
Pierre Beaudet	Conseiller à la direction

Programmes de communications et mobilisation

Catherine Binette	Coordonnatrice des programmes
Farah Wikarski	Mobilisation
François L'Écuyer	Communications
Alex J. Hill	Environnement
Frida Vallarreal	Collecte de fonds
Khadija Mounib	Employabilité
Vidya Voora	Employabilité
Marie-Noëlle Béland	Bureau de Québec
Joëlle Gauvin	Bureau de Québec
Ismaël Hautecoeur	Jardins sur les toits
Megan Thom	Jardins sur les toits
Benjamin Grégoire	Jardins sur les toits
Rotem Ayalon	Jardins sur les toits
Emmanuelle Brunet	Jardins sur les toits
Amélie Germain	Jardins sur les toits
Sam Makgoka	Jardins sur les toits
Sébastien Grenier	Informatique
Brigitte Beaudet	Infographie

Services administratifs

Yasmina Moudda	Comptabilité
Philippe Viel	Gestion financière
Ginette Gaudreault	Réception
Abdelkader Bessaha	Conciergerie
Jimmy Linch	Traduction

Liste des membres du conseil d'administration

Monique Simard	Présidente
Francine Fournier	Vice-présidente
Philippe Boudreau	Secrétaire
Gordon Lefebvre	Trésorier
Dorval Brunelle	
Chad Lubelsky	
Camille Chalmers	
Elaheh Chokrai	
Mirlande Demers	
Thomas Chiasson-LeBel	
Luc Phaneuf	
Janice Astbury	
Eric Watelle	

